

Les relations entre le social-démocratie allemande (SPD) et les partis eurocommunistes

Anne-Marie Le Gloannec

Volume 11, numéro 1, 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701020ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701020ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Le Gloannec, A.-M. (1980). Les relations entre le social-démocratie allemande (SPD) et les partis eurocommunistes. *Études internationales*, 11(1), 133–144.
<https://doi.org/10.7202/701020ar>

NOTE DE RECHERCHE

LES RELATIONS ENTRE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE (SPD) ET LES PARTIS EUROCOMMUNISTES

Anne-Marie LE GLOANNEC *

Ce qu'on appelle communément l'« eurocommunisme » est, passagèrement ou non, en reflux et les grands partis qualifiés d'« eurocommunistes » se trouvent, à plus d'un titre, sur la défensive : la défaite de l'Union de la Gauche et le durcissement idéologique du PCF en France, le recul électoral du PCI, sa « mise en disponibilité » gouvernementale en Italie, l'effritement du Pacte de la Moncloa en Espagne en témoignent. Néanmoins les élections au Parlement européen redonnent une actualité au thème, ainsi qu'à l'étude des relations de ces partis avec le SPD, que les campagnes nationales ont éclairées sous des jours différents. Celle du PCF s'orchestra autour d'un « non à l'Europe de Schmidt » tandis que le PCI, sans surprise, rejoignait quelques-unes des options du SPD¹.

L'évolution des partis communistes occidentaux dans les années soixante-dix, l'éventualité de leur participation directe au pouvoir furent, pour le SPD, sources de maints dilemmes : elles remettaient en cause l'opposition traditionnelle de la social-démocratie ouest-allemande au communisme et, par conséquent, schémas idéologiques et comportements politiques ; elles risquaient de peser, directement ou non, sur les relations entre partis socialistes européens ; elles laissaient augurer de difficultés économiques et politiques, voire de dysfonctionnements dans la Communauté européenne et dans l'OTAN si l'Union de la Gauche avait remporté les élections, et dont la RFA aurait eu à subir les contrecoups.

Mises en garde, pressions flagrantes étaient toutefois exclues des politiques auxquelles le SPD pouvait recourir tant est mauvaise l'image de marque de la RFA à l'étranger, ou du moins auprès de certaines opinions publiques, tant sont grandes aussi les interdépendances, économiques et politiques, entre États et partis européens. Le SPD put-il, malgré ces ambiguïtés, ces intérêts contradictoires, faire œuvre de conciliation, jouer ce rôle d'inspirateur dont il se targue parfois ? Appréciation difficile à porter non seulement parce que les choix n'étaient pas clairs, mais aussi parce que les options varient selon qu'on se réfère à la base du parti (qu'on passera ici largement sous silence), à la direction, fragmentée en courants divers, ou à ceux des membres du SPD qui exercent des fonctions gouvernementales.

* *Attachée de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (CÉRI), Paris.*

1. On ne parlera guère ici du PCE qui joue un rôle moindre dans la vie politique de l'Espagne.

I — DE LA CRITIQUE NÉGATIVE À L'INTÉRÊT DISTANT ²

Du SPD, la presse, l'opinion publique dans maints pays d'Europe occidentale, en France notamment, n'ont pas retenu l'image d'une formation encline à se concilier les partis dits eurocommunistes, le PCI, le PCE, le PCF..., moins encore à juger opportune leur entrée au gouvernement lorsque celle-ci paraissait probable. On se souvient de la fameuse déclaration de Porto-Rico de juin 1976 ³ : au cours de cette conférence qui réunissait les dirigeants des pays industrialisés, le chancelier Schmidt aurait envisagé d'exercer des pressions sur l'Italie, de couper tout crédit à ce pays, en cas de participation communiste au pouvoir. Il est vrai que la chancellerie démentit ces propos ⁴ et que, par la suite, le gouvernement fédéral se montra réservé ; bien qu'inquiet de la progression des communistes en France et en Italie ⁵, il prit soin d'en minimiser la portée et de se démarquer clairement des propos alarmistes du secrétaire d'État américain, Henry Kissinger.

Cependant, la chancellerie ne traduit pas, loin de là, toutes les vues du SPD ; les divergences de perspectives entre l'exécutif et le parti sont souvent importantes, ne serait-ce que parce que la présence des ministres libéraux au sein de la coalition gouvernementale, de Hans-Dietrich Genscher aux Affaires étrangères, par exemple, limite la marge de manœuvre du chancelier. Or le ministre des Affaires étrangères a toujours nié l'évolution des PC d'Europe occidentale, n'y voyant que « verbalisme ». En juillet 1976, notamment, il dénonça la « légende de l'indépendance de l'euro-communisme ⁶ ». En outre, l'exécutif s'est trouvé, au cours des années 1976-1978, confronté à un problème immédiat, celui de devoir traiter avec des ministres communistes, italiens ou français, et de subir les conséquences politiques et économiques de crises que la participation de communistes au pouvoir, en France et en Italie, n'aurait pas manqué, selon lui, d'engendrer alors que le SPD replace le fait euro-communiste dans la double perspective de l'évolution à long terme du mouvement communiste international et de la constellation de relations entre partis communistes et partis socialistes. Bien entendu, la dichotomie entre parti et gouvernement est loin d'être aussi tranchée : outre que la direction du parti partage certaines préoccupations de l'exécutif, celui-ci bénéficie de réseaux d'informations officieuses que s'est créés le parti.

Toujours est-il cependant qu'à la direction du parti il n'y a guère unité de vues sur le phénomène eurocommuniste, c'est-à-dire sur la nature des PC dits eurocommunistes et sur la politique à suivre à leur égard. Des nuances parfois importantes, des sensibilités différentes caractérisent les diverses tendances du SPD, qui s'affirment notamment à partir de 1976. On peut dire néanmoins qu'un certain scepticisme prévaut

2. Cf. l'article de Werner MAIBAUM, « Die Perspektiven des 'Eurokommunismus' in der Bundesrepublik Deutschland », *Liberal*, décembre 1978, p. 924.

3. Voir également les déclarations du chancelier Schmidt à propos de l'Italie au printemps 1976, soit l'interview d'Helmut Schmidt à la Radio bavaroise, 15 avril 1976.

4. *Bulletin de presse et d'information du Gouvernement fédéral*, n° 27, 28 juillet 1976, p. 197.

5. Cf. les déclarations du ministre d'État aux Affaires étrangères, Karl Moersch, dépêche ddp, Bonn, 3 avril 1976.

6. Dépêche ddp, 31 juillet 1976. À propos des divergences d'opinion entre W. Brandt et H.-D. Genscher, voir l'analyse de la *Welt* du 26 janvier 1976 : « Brandt und Genscher uneins über Umgang mit Kommunisten ».

quant à la réalité de l'évolution eurocommuniste : on a pu relever, à la suite de Karsten Voigt, que les représentants du SPD n'avaient guère employé le terme d'« eurocommunisme », retenue qui traduit une méfiance mais non un manque d'intérêt⁷.

Scepticisme dont on ne s'étonnera pas de la part d'hommes qui appartiennent à ce que l'on convient communément d'appeler l'« aile droite » du parti : selon Bruno Friedrich ou Hans-Jürgen Wischnewski, les PC d'Europe occidentale ne pourront évoluer sensiblement sans renoncer au communisme donc, en d'autres termes, sans se saborder⁸ ; certains tirent même argument de l'isolationnisme du PCF ou du rapprochement entre PCE, PCI voire PCF, d'une part, et les partis communistes d'Europe orientale, d'autre part, pour conclure à une pétrification du processus de démocratisation, à une « évolution à rebours » des PC d'Europe occidentale⁹.

Cependant les membres du SPD les plus sensibles au fait eurocommuniste, tels que Horst Ehmke ou Karsten Voigt¹⁰, venus de l'« aile gauche » du parti, réclament également scepticisme et vigilance. En particulier, Ehmke a rappelé à plusieurs reprises que, s'il considérait avec intérêt les évolutions amorcées par le PCF, par le PCE et, plus encore, par le PCI, tout jugement définitif sur la nature et sur la portée de ces évolutions requerrait une extrême prudence¹¹. On devrait, selon lui, mesurer la démocratisation des PC à trois indices : à l'élaboration d'une critique globale, théorique et et pratique, de la société soviétique ; à la possibilité de libres discussions sur les erreurs fondamentales du communisme dogmatique ; à l'abandon du centralisme

7. Une abondante littérature est parue en RFA sur la question de l'eurocommunisme. Cf. la bibliographie parue à la fin du recueil d'articles, *Eurokommunismus und westeuropäische Sicherheitspolitik*, Institut für Friedensforschung und Sicherheitspolitik an der Universität Hamburg, Hamburg, IFSH – Forschungsberichte, Heft 4, April 1978 ; ainsi que les chroniques bibliographiques de Henri MÉNUDIER, dans *Revue d'Allemagne*, notamment le n° 3, tome X, juillet-septembre 1978.

8. Bruno Friedrich, membre du comité directeur et porte-parole de la fraction sociale démocrate au Bundestag – Interview à la Saarländische Rundfunk (1^{er} février 1976, 18h. *Pressemitteilungen und Informationen*, 31 janvier 1976/52/76) – juge déterminantes non les déclarations de leaders eurocommunistes mais les décisions du parti et il énumère, comme critères de démocratisation des PC d'Europe occidentale, l'abandon de la prétention à représenter tout le mouvement ouvrier, ainsi que de la dictature du prolétariat et l'instauration de la démocratie au sein du parti. Voir aussi Hans-Jürgen WISCHNEWSKI, député, président de la commission des Affaires étrangères près du comité directeur du SPD, ministre d'État : « Die deutsche Sozialdemokratie und die Kommunisten », *SPD-Pressedients*, 27 janvier 1976 P/XXXI/17.

9. Ainsi Peter CORTIER, député, spécialiste des questions de défense.

10. Horst Ehmke a occupé diverses fonctions gouvernementales : ministre de la Justice sous la « Grande Coalition » puis, avec la formation de la coalition sociale-démocrate-libérale, ministre sans portefeuille. Il est maintenant député, membre du comité directeur du SPD et vice-président du groupe parlementaire. Karsten Voigt, ex-président des Jusos (Jeunesses socialistes), est député SPD au Bundestag et expert de politique étrangère du groupe parlementaire.

11. Cf. la conférence prononcée par H. Ehmke à la Friedrich Ebert-Stiftung et dont la *Zeit* du 9 avril 1976 a reproduit une version étoffée ; de même la *Welt* du 22 janvier 1977 : « Ehmke : Distanz zum Eurokommunismus », ainsi que l'article de H. EHMKE, « Kommunismus im ideologischen Westwind. Die Position des demokratischen Sozialismus zum Phänomen Eurokommunismus », *Vorwärts*, 19 janvier 1978.

démocratique. Il n'en mettait pas moins en garde le SPD contre toute tentative d'isolement des partis eurocommunistes.

Entre ces deux pôles dont l'un, l'aile droite, pèse certainement plus dans l'équilibre des forces au sein du parti ¹², Willy Brandt, le président du SPD, occupe une position médiane : dès le début de 1976, il incitait sa formation à ôter ses « œillères » pour observer les « intéressantes évolutions » du monde communiste et à développer des « contacts d'information » avec les PC qui se « dédogmatisent » ; même si ces modifications ne relevaient que de la tactique, ajoutait-il, elles ne resteraient pas sans conséquence sur l'évolution ultérieure des PC ¹³. Toutefois, le ton général du discours restait fort prudent et Willy Brandt n'en concluait pas, loin de là, à la « social-démocratisation » des PC d'Europe occidentale.

II – L'ANTAGONISME SPD–SED OU L'IMPARTIABILITÉ D'UNE TROISIÈME VOIE

Ce scepticisme n'est pas un fait propre au SPD ; d'autres partis socialistes ou sociaux-démocrates, en Europe, l'ont partagé. Une expérience historique spécifique – celle du mouvement ouvrier allemand, celle de l'Allemagne – a pu néanmoins l'exacerber, tant il est vrai que la partition territoriale et politique de l'Allemagne, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, scella un antagonisme irréductible entre communistes et socialistes que la rupture de l'unité ouvrière dans les années vingt et les luttes fratricides des années trente avaient contribué à forger ¹⁴.

Revendiquant les mêmes traditions historiques, le même droit à représenter la classe ouvrière ¹⁵, d'une part, le SPD, et d'autre part, le SED (le parti socialiste unifié de RDA), issu de la fusion du SPD et du KPD dans la zone d'occupation soviétique, contestent chacun la légitimité de l'autre : aux yeux des communistes de RDA, le

12. K. Voigt est jeune, ses responsabilités sont encore limitées. H. Ehmke a subi, depuis la venue de Schmidt à la chancellerie, une certaine éclipse avant de regagner, fort récemment, une influence difficile à évaluer.

13. Interview de Willy Brandt au *Spiegel*, 26 janvier 1976. Cf. également Willy BRANDT, « Theorie und Grundwerte, Freiheit und Sozialismus. Rede zum 30. Jahrestag der Eröffnung des Karl Marx-Hauses » (discours prononcé à l'occasion du XXX^e anniversaire de l'ouverture au public de la maison de Karl Marx), Trèves, 4 mai 1977, publié par le comité directeur du SPD. Hans Koschnik, maire de Brême et vice-président du SPD, proche collaborateur de Brandt, s'exprimait en termes analogues au début de l'année 1977 : il déclarait constater que les PC d'Europe occidentale connaissent « d'intéressantes évolutions » mais n'en appelait pas moins à « une vigilance particulière et à une distance critique » (interview à l'agence de presse tunisienne *TAP*, dépêche *ddp*, 4 février 1977).

14. Cf. le bref exposé de Horst EHMKE en introduction à son étude sur les partis eurocommunistes : « Der demokratische Sozialismus als geistige und politische Kraft-Entspannungspolitik und ideologische Auseinandersetzung », Bonn, Bad Godesberg : Gesprächskreis Wissenschaft und Politik, Friedrich-Ebert Stiftung, 1976, pp. 5–10.

15. Il s'agit certes pour le PC est-allemand (comme pour l'ex-KPD et pour son successeur le DKP) d'un droit exclusif, alors que le SPD ne prétend à cette exclusivité et entend également représenter d'autres classes.

SPD sert la puissance des monopoles ; le « socialisme démocratique » tel que l'entend le SED est, selon Willy Brandt, une « perversion » ¹⁶.

De cet antagonisme historique et idéologique, le SPD et le SED ont tiré deux conséquences pour leur pratique politique : chacun des deux partis entend se démarquer (*abgrenzen*) vis-à-vis de l'autre. Cette politique n'est certes pas récente, mais avec la disparition des fronts rigides de la guerre froide et l'introduction de la détente, avec l'instauration de contacts officiels entre la coalition sociale-démocrate et libérale et le gouvernement du SED, l'*Abgrenzung* idéologique et politique, c'est-à-dire la confrontation (*Auseinandersetzung*) des idées et l'absence de coopération entre les deux formations partisans est apparue plus nécessaire que jamais aux dirigeants du SPD comme à ceux du SED. La politique de démarcation du SED, particulièrement depuis le remaniement gouvernemental de mai 1971 et le VIII^e Congrès du parti, est peut-être plus connue. Il n'en est pas moins vrai que le SPD a pris également des mesures qui sanctionnent une politique de démarcation vis-à-vis des communistes, celles, par exemple, qu'entérina le comité directeur du 26 février 1971 ¹⁷.

L'*Abgrenzung* n'oppose pas seulement les deux partis l'un à l'autre. C'est à toute forme de « socialisme à visage humain » ou de troisième voie que le SED entend s'opposer car une évolution en ce sens du communisme est-allemand risquerait fort d'attirer la RDA dans l'orbite de sa voisine occidentale. De même, le SPD rejette toute communauté idéologique et politique avec un quelconque parti communiste, d'autant que les partis d'opposition, la CDU et la CSU, qui nourrissent les fantasmes d'une opinion publique, certes sensible au fait allemand mais plus encore hostile au communisme, sont prompts à stigmatiser, sous le vocable de « Front populaire » les ouvertures du SPD à des PC non au pouvoir, en RFA ou ailleurs. C'est ainsi qu'ils ont orchestré autour de ce thème la campagne pour les élections au Parlement européen, prétendant opposer un « Parti populaire » (*Volkspartei*) au « Front populaire » (*Volkfront*) qu'une majorité de gauche au Parlement n'aurait pas manqué de constituer. Slogan qui rappelait celui d'autres campagnes électorales où la CDU-CSU proposait la liberté au lieu du socialisme (*Freiheit statt Sozialismus*). Il est vraisemblable que, dans ces conditions, le SPD soit contraint à se démarquer plus nettement sur sa gauche qu'il ne le souhaiterait ¹⁸. L'existence d'une gauche radicale au sein du SPD, de jeunes socialistes (*Jusos*) qui sympathisent avec certaines analyses marxistes et préconisent une coopération avec les communistes, conduit également la direction du parti à imposer une démarcation rigide, de crainte que le SPD se fragmente ou éclate.

Bien que dans le cadre national, ils aient autorisé la reconstitution du PC ouest-allemand, sous le sigle DKP, les dirigeants du SPD n'en cherchent pas moins à maintenir celui-ci dans une sorte d'isolement juridico-moral – par le biais des interdictions professionnelles – et politiques – en interdisant toute coopération entre jeu-

16. Interview de Brandt, « Zum problem des Eurokommunismus », BPA-Abt. Nachrichten Referat II/4 – Deutsche Gruppe – Hess. Rf./9.5 1976/II.30 – Frankfurter Gespräch.

17. Décisions prises à partir d'un projet élaboré par le professeur Richard Lowenthal sur une proposition du SPD formulée en novembre 1970.

18. Olaf SCHWENCKE, membre du SPD, écrivait en 1977 que les membres du parti n'osent pas s'entretenir avec des communistes par « peur que leur parti n'ait peur des faiseurs de peur de la CDU-CSU », dans *Vorgänge* 1/1977, n° 25 p. 102.

nesses socialistes et communistes¹⁹. La faiblesse électorale du DKP, qui recueille moins de 1% des voix justifie d'ailleurs, aux yeux des dirigeants sociaux-démocrates, sa marginalisation sur l'échiquier politique : « maintenir le DKP aussi faible que possible », tel est l'un des leitmotivs du SPD.

Sur le plan international, même ceux qui, au sein du SPD, se sont prononcés depuis trois ans ou plus en faveur de contacts informels avec les partis eurocommunistes, n'en ont pas moins souligné qu'il ne s'agissait pas d'effacer les divergences idéologiques, bien que, selon certains, la démarcation s'avère plus délicate à tracer vis-à-vis des partis eurocommunistes que des partis restés fidèles à l'orthodoxie soviétique : les eurocommunistes seraient à cet égard des « partenaires difficiles²⁰ » bouleversant les schémas idéologiques issus des années trente et de la guerre froide.

III – LE TRIANGLE SPD–PCI–PCF

Néanmoins cette démarcation idéologique n'a pas empêché un certain rapprochement avec les « plus eurocommunistes », avec ceux dont l'idéologie est la moins étrangère au SPD : divergences ou affinités idéologiques expliquent en ce sens la différence de traitement que le SPD applique au PCI, au PCE²¹ et au PCF alors que les trois formations sollicitaient le grand parti ouest-allemand.

Les ouvertures du PCI remontent aux années 1965–1967. Comme bien souvent donc, les communistes italiens agissent, là encore, en pionniers. En 1967, le PCI n'avait pas caché qu'il considérait comme tout à fait positive la politique à l'Est du nouveau gouvernement ouest-allemand, bien qu'il émit quelques réserves sur la composition de la « Grande Coalition », comprenant, à côté de représentants du SPD, des ministres chrétiens-démocrates²². L'opposition du SED à la « Grande Coalition » lui parut, dans cette optique, stérile²³ et, pour rapprocher les points de vue en présence et accélérer le processus de détente, il offrit ses bons offices à la social-démocratie ouest-allemande et au parti communiste est-allemand²⁴. L'opération ne devait

19. Un certain nombre de Jusos dont l'un de leurs dirigeants K.U. Benneter furent exclus, au cours des dernières années, pour avoir enfreint ce précepte.

20. Cf. les propos de Willy Brandt à la Hessische Rundfunk – BPA – Abt. Nachrichten, Referat II/4 – Deutsche Gruppe – Hess. RF/9.5.1976/II.30 – Frankfurter Gespräch.

21. Avec le PCE, le SPD entretient des contacts informels. Invité officiellement au IX^e Congrès du PCE (avril 1978), le SPD déclina l'invitation. Le SPD observe cependant avec intérêt l'évolution théorique du PCE.

22. En ce qui concerne la critique à l'égard de la « Grande Coalition », cf. Sergio SEGRE, Willy Brandt : 7 giorni per capitolare », *Rinascita*, 3 décembre 1966 ; Luigi PESTALOZZA, « La sinistra tedesca », *Rinascita*, 21 avril 1967 ; MACALUSO, « Dopo l'Accordo fra Bucarest e Bonn », *Rinascita*, 10 février 1967 et Sergio SEGRE, « I rapporti tra i partiti comunisti e social-democratici : Aprire la porta al dialogo », *Rinascita*, 12 janvier 1968, soulignent les aspects positifs de l'*Ostpolitik*.

23. Cf. MACALUSO, « Dopo l'Accordo fra Bucarest e Bonn », *op. cit.*, ainsi que l'article de Sergio SEGRE dans *Rinascita*, 14 mai 1969.

24. Voir l'analyse de Heinz TIMMERMANN, « Im Vorfeld der neuen Ostpolitik. Der Dialog zwischen italienischen Kommunisten und deutschen Sozialdemokraten 1967/1968 », dans *Osteuropa*, juin 1971, pp. 388–399. Ainsi que Heinz TIMMERMANN, « I comunisti italiani : Considerazioni di un socialdemocratico tedesco sul Partito comunista italiano », Bari, De Donato (editore), 1974, notamment pp. 23–52 (livre publié originellement en RFA ; avec une préface de S. Segre).

toutefois pas aboutir, en raison de l'hostilité du SED à tout rapprochement inter-allemand, mais il n'en demeure pas moins que, par ce biais, le PCI et le SPD avaient, pour la première fois, pris contact²⁵, bien avant donc que la social-démocratie ouest-allemande se ne prononce ouvertement en faveur d'une politique plus souple à l'égard des partis communistes d'Europe occidentale. Les contacts se sont poursuivis au fil des années, de façon régulière quoiqu'informelle, qu'il s'agisse de séminaires auxquels prennent part des représentants du PCI et du SPD, de séjours officiels d'hommes comme Horst Ehmke ou Karsten Voigt en Italie, de Sergio Segre, Lucio Lombardo-Radice, Giorgio Napolitano... en RFA²⁶, ou de rencontres entre les organisations de jeunesse des deux partis ou entre les centrales syndicales : CGIL et DGB entretiennent de bonnes relations²⁷, au sein de la CES en particulier.

Ces contacts se sont intensifiés notamment à mesure que s'accroissaient les divergences idéologiques entre le SED et le PCI²⁸ et que ce dernier développait une stratégie générale de rapprochement avec les social-démocraties européennes²⁹, soit qu'il estime nécessaire de multiplier ses appuis en Europe occidentale pour rendre crédible, à l'Est comme à l'Ouest, sa politique d'indépendance ou qu'il cherche à ménager son puissant partenaire ouest-allemand dont il n'ignore pas l'influence dans la vie économique italienne ; soit qu'il entende emprunter certains éléments à la théorie et à la pratique sociale-démocrate tout en gardant ses distances avec le capitalisme³⁰ — c'est ce que laisseraient croire les articles consacrés depuis l'été 1978 à la problématique social-démocrate et à l'austromarxisme³¹. À la recherche d'une troisième voie spécifiquement italienne, le PCI travaillerait en même temps à la réalisation d'une troisième voie européenne, à la réunification idéologique et politique du mouvement ouvrier international et à celle des deux Europes et des deux Allemagnes³².

25. Le PCI avait en outre justifié son rapprochement avec le SPD en déclarant qu'il était nécessaire de dialoguer avec « le parti qui réunit... la grande majorité de la classe ouvrière d'Allemagne de l'Ouest » : Sergio SEGRE, « La Corsa Etappa di Willy Brandt », *Rinascita*, 29 mars 1968.

26. Sans parler de rencontres entre Brandt et Berlinguer lors de réceptions à Rome, notamment lors de la session de l'Internationale socialiste à Rome en juin 1977.

27. Ce qui permet à la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, proche des milieux d'affaires, de critiquer sous la plume de Ernst Günter VETTER, le « front populaire occulte » « Die heimliche Volksfront », dans *FAZ*, 3 juillet 1979, p. 1.

28. Cf. Anne-Marie LE GLOANNEC, « La RDA et l'eurocommunisme », dans la *Revue française de science politique*, vol. 29, n° 1, février 1979, pp. 19-32.

29. Les communistes italiens se sont également rendus dans les pays scandinaves et en Grande-Bretagne.

30. Le PCI conserve une attitude critique à l'égard de la social-démocratie ouest-allemande, comme le montrent de nombreux articles de *l'Unità* ou de *Rinascita*. Cf. Enzo COLOTTI, « Il modello della democrazia superprodotta », *Rinascita*, 16 septembre 1977, Lucio LOMBARDI-RADICE, « Un 'tribunale' per amore della Germania », *Rinascita*, 14 avril 1978, ou encore le petit livre publié sous les auspices de l'Institut Gramsci : « Modello Germania : Strutture e problemi della realtà tedesco-occidentale », Bologne, Zanichelli (editore), 1978, 203 p.

31. Cf. Giacomo MARRAMAO, *Austro-marxismo e socialismo di sinistra fra le due guerre : Il filo rosso del movimento operaio*, Milano, La Pietra 1977, 359p.

32. Cf. la conférence prononcée par Gerardo CHIAROMONTE et Sergio SEGRE, au Bundesinstitut für Internationale und Ostwissenschaftliche Studien, le 14 décembre 1978, dont *l'Unità* du 15 décembre 1978 a reproduit quelques passages, ainsi que les discussions du XV^e congrès du PCI.

Les interlocuteurs ouest-allemands du PCI ne partagent guère, à quelques exceptions près, ces grandioses desseins. Cependant, des affinités existent, du moins entre l'aile gauche du SPD et certains représentants du PCI – on souligne parfois au SPD que le parti communiste italien s'est engagé dans un processus de « social-démocratisation ». Bien plus, sur nombre de thèmes les prises de position du PCI rejoignent les orientations politiques de la RFA : l'adhésion du PCI à l'OTAN, à la CEE..., ne peut que faciliter les contacts entre les deux partis.

À l'inverse, des divergences fondamentales opposent SPD et PCF, sur lesquelles capotèrent les tentatives d'ouverture du parti communiste français. Au lendemain de la signature du Programme commun, Pierre Juquin aurait notamment rencontré des représentants du SPD et les entretiens se seraient déroulés dans une atmosphère assez détendue. En 1974-1975, le PCF aurait également proposé au SPD d'entamer des conversations, offre que celui-ci aurait alors refusée. Il est vrai qu'en 1975, le PCF n'avait pas encore clairement affiché son indépendance vis-à-vis du communisme soviétique et que, depuis lors, celle-ci est allée de pair avec un raidissement notoire vis-à-vis du partenaire socialiste français et de la social-démocratie ouest-allemande, accusés l'un et l'autre de connivences atlantiques³³.

Par la suite les divergences, voire l'hostilité entre SPD et PCF s'aggravèrent : en 1977 et en 1978, les dirigeants communistes français insistèrent sur la nécessité de stationner les *Pluton* en territoire français, au cas où une guerre éclaterait avec l'Allemagne³⁴. La campagne électorale du parti communiste français au printemps 1979, amalgamant antieuropéanisme et antigermanique pour refuser l'« Europe de Schmidt », renforça chez les membres du SPD l'impression d'être en butte à de mauvaises querelles. D'une manière générale, on craignait au SPD, en RFA, qu'une victoire de la gauche en France n'affaiblisse la C.E.E. et l'OTAN, étant donné les options antieuropéennes et antiatlantiques du PCF ; la RFA aurait eu alors à porter le poids économique et politique de ces dysfonctionnements. Un antagonisme analogue oppose les centrales syndicales, la DGB faisant obstacle à l'entrée de la CGT au sein de la CES. Par ailleurs, si les relations du PCF avec le SED ont subi une éclipse entre 1975 et 1978, le PCF reste plus proche que le PCI du modèle est-allemand dont il s'était fait l'apologiste dans les années soixante et au début des années soixante-dix. Somme toute, l'antagonisme entre SPD et SED, en même temps qu'une certaine concurrence entre les deux partis, dominent les relations triangulaires SPD-SED-PCI et SPD-SED-PCF.

IV – LA PROBLÉMATIQUE DES ALLIANCES ENTRE SOCIALISTES ET COMMUNISTES

L'expérience historique, les impératifs d'une démarcation idéologique et politique interdisent également au SPD de cautionner une politique de coopération ou d'alliance

33. Cf. aussi les déclarations de Pierre Juquin ou de Jacques Denis à des émissions ou séminaires organisés en RFA. Pierre Juquin affirme notamment que le DKP comptait parmi les amis politiques du PCF, en dépit de différences d'opinions essentielles (Walter OSTEN, « Wenn wir uns nicht ändern, sterben wir », *Vorwärts*, 2 décembre 1976, et « Köln : Eurokommunismus, – Gemeinsames, Trennendes, Unbeantwortes », *PPP* n° 137, 30 novembre 1977).

34. Rapport de Jean KANAPA sur la politique de défense du PCF, *Le Monde*, 11 mai 1977. Voir également les déclarations de Louis BAILLOT, chargé des questions militaires du PCF, le 6 mars 1978.

entre communistes et socialistes à l'échelle européenne. Dans cette perspective, le SPD rejette une coopération avec les communistes au Parlement européen – sans repousser toutefois la possibilité de concordances électorales socialo-communistes sur certains points où les communistes viendraient à épouser les vues des partis socialistes et sociaux-démocrates – et n'accepte que du bout des lèvres les propositions soviétiques et est-allemandes de conférences internationales réunissant communistes et socialistes ; s'il ne les refuse pas catégoriquement, il ne s'en montre pas moins sceptique quant aux résultats éventuels³⁵.

Dans la même veine, s'expliquent la défiance de la social-démocratie ouest-allemande envers l'évolution portugaise en 1975-1976, sur laquelle le SPD s'efforça de peser en renforçant, par son appui financier et politique, le jeune parti socialiste de Mario Soares³⁶, ou son hostilité, patente au cours des années 1972-1976, latente par la suite, à la stratégie française d'Union de la gauche : le SPD y voyait certainement une menace à l'indépendance du PS, en tout cas un indice de sa radicalisation qui ne pouvait qu'obérer les relations entre les deux partis, français et ouest-allemand, voire menacer la cohésion de l'Internationale socialiste. Les rencontres entre socialistes des années 1974-1976 laissèrent craindre une cassure Nord-Sud de l'Europe et la réunion d'Elseneur de janvier 1976 – juste avant donc que Willy Brandt ne se prononce en faveur de contacts d'information avec les communistes – démontra un relatif isolement du SPD. Si l'Internationale socialiste devait être un instrument efficace de renforcement du socialisme en Europe, de la supériorité du socialisme sur le communisme et de l'unification d'une Europe socialiste du Nord au Sud, il paraissait opportun d'adopter une certaine souplesse, de se rapprocher du parti socialiste français, sans vouloir toutefois lui imposer un modèle ouest-allemand de social-démocratie.

En revanche, le « Compromis historique » en Italie ou le « Pacte de la Moncloa » en Espagne étaient de nature plus rassurante : alliances lâches de courants issus d'horizons politiques différents, les forces modérées y constituaient un contrepoids suffisant à l'influence communiste, plus puissante en Italie qu'en Espagne, tandis que l'inclusion de formations de gauche garantissait, aux yeux des membres du SPD, la réalisation d'un minimum de réformes en Italie ou une évolution démocratique en Espagne.

La spécificité du compromis italien ou du pacte espagnol qui, à la différence d'alliances de type « front populaire », ne compromettent pas, dans l'optique ouest-allemande, l'intégrité des partis socialistes, n'empêche pas toutefois le SPD de privilégier ces derniers, notamment le PSOE de Felipe Gonzalez, mais aussi le PSI de Bettino Craxi. Au premier, le SPD apporta son concours financier et politique afin d'étayer les forces socialistes en Espagne, face à un PCE numériquement faible. Avec le second, il a renoué des liens plus étroits que De Martino, le prédécesseur de Craxi, avait laissé se distendre.

Les grands partis eurocommunistes ne sont, on le voit, en rien assimilables au DKP : ce ne sont pas véritablement des « opposants » au SPD, mais des « concur-

35. Le SED transmet à l'Internationale socialiste, réunie à Genève à l'automne 1976, une lettre dans laquelle les États socialistes proposaient la réunion de telles conférences. Boris Ponomarev réitéra ces offres à la réunion de l'I.S. à Helsinki en 1978.

36. Il est à noter que le PCE et le PCI approuvaient eux aussi Soares plus que Cunhal.

rents ³⁷ », des acteurs internationaux qui entretiennent des relations, parfois conflictuelles, souvent ambiguës, avec les partis socialistes européens, partenaires privilégiés du SPD ; ils pèsent, d'une manière ou d'une autre, sur les relations intersocialistes et, à ce titre, le SPD ne peut les ignorer.

V – LA PROXIMITÉ DU POUVOIR

En outre, le poids électoral des grands partis communistes, comme PCI et le PCF, leur rôle dans la vie politique nationale, italienne et française, le soutien du premier au gouvernement de M. Andreotti, la possibilité que semblait avoir le second, avant les élections de mars 1978, de participer au gouvernement, tous ces facteurs ont joué un rôle déterminant dans la politique du SPD : il apparaissait nécessaire, notamment à partir de 1976, de ne pas hypothéquer l'avenir.

Des conversations informelles avec le PCI permettent au SPD de s'informer des options théoriques et pratiques de ses interlocuteurs, de mieux connaître les raisons de choix qui pèsent de façon déterminante sur la vie politique italienne, voire d'influencer les décisions des dirigeants communistes. On se rappellera, à titre d'exemple, la visite officieuse – mais néanmoins rapportée en première page par *l'Unità* ³⁸ – que Gerardo Chiaromonte et Sergio Segre effectuèrent en décembre 1978 pour justifier l'opposition du PCI au SME. Les deux dirigeants communistes rencontrèrent des membres du SPD alors que le chancelier Schmidt s'entretenait avec le premier ministre italien, Andreotti. On ne peut exclure que les sociaux-démocrates ouest-allemands aient cherché à faire office de médiateurs. Par la place qu'il occupe en Italie, le PCI constitue donc un partenaire de choix pour le SPD, plus peut-être que le PSI de Bettino Craxi, pourtant proche du SPD sur le plan idéologique.

Des considérations analogues expliquent qu'à partir de 1976, le SPD ait dû son opposition à l'« Union de la Gauche ». La situation française diffère toutefois de la situation italienne et, comme on l'a indiqué plus haut, il n'était pas question pour le SPD de se rapprocher d'un PCF hostile à la social-démocratie ouest-allemande. Tout au plus s'abstint-il, du moins officiellement, de critiquer la stratégie empruntée par le parti socialiste, d'autant que l'accroissement de l'électorat socialiste français paraissait justifier celle-ci et que les difficultés de la coalition socialo-communiste pouvaient inciter François Mitterrand à se rapprocher de son homologue ouest-allemand ³⁹. Peut-être le SPD voulait-il par le biais socialiste influencer l'évolution de la Gauche française en se gardant cependant, à l'inverse de Henry Kissinger, de déclarations intempestives : l'image de la RFA à l'étranger, en France particulièrement est suffisamment fragile pour que les dirigeants ouest-allemands veillent à ne pas prêter le flanc à des accusations d'ingérence. Mais de toute évidence, il cherchait à ne pas rompre les ponts avec l'Union de la Gauche, proche du pouvoir.

37. Selon un mot en cours au SPD.

38. *Unità* du 15 décembre 1978.

39. C'est en mars 1976, lors d'un voyage de Mitterrand à Bonn, que PS et SPD décidèrent de créer trois commissions mixtes de travail. Il est intéressant de noter que si *l'Humanité* réagit tout à fait négativement à cette coopération (*l'Humanité*, 27 mars 1976), *l'Unità* y fut tout à fait favorable.

Il faut relever à cet égard les différences de traitement que Helmut Schmidt entendait appliquer à l'Union de la Gauche et au Compromis historique : après les remous que provoquèrent les déclarations de Porto-Rico, le chancelier ouest-allemand crut bon de souligner que la RFA ne réserverait pas le même sort à la France qu'à l'Italie, c'est-à-dire qu'elle n'exercerait pas de pressions économiques ou financières sur une France gouvernée par des socialistes et des communistes. Déclaration étonnante si l'on songe que les sociaux-démocrates ouest-allemands sont plus favorables aux communistes italiens qu'aux communistes français. Simple formule de rhétorique destinée à apaiser la Gauche française ? Contradictions ? Toujours est-il que l'exécutif à Bonn place la France au premier rang de ses partenaires et alliés ; il ne méconnaît pas l'interdépendance économique et politique. Il fallait, en cas de victoire de la Gauche en France, conserver les relations mutuelles, les réalisations communes, en Europe surtout ; s'opposer à l'Union de la Gauche, c'était risquer de remettre en question tous les acquis de l'orientation ouest-allemande et, bien que la Gauche française se fût certainement opposée à nombre de choix de la RFA, il paraissait néanmoins nécessaire de préserver ce qui pouvait l'être ⁴⁰.

VI - DE LA TROISIÈME VOIE À LA RÉUNIFICATION DE L'EUROPE

Enfin, certains membres du SPD ont estimé que les liens des partis eurocommunistes avec les PC d'Europe socialiste constituaient un atout à ne pas négliger : le PCI, le PCE notamment seraient en mesure de peser sur l'évolution des PC au pouvoir, sur celle du mouvement communiste international, à condition toutefois de rester au sein de ce dernier. Les partis eurocommunistes représenteraient, en ce sens, un maillon manquant, celui qui permettrait de réunifier à long terme le mouvement ouvrier international. C'est l'opinion d'un Ehmke ou d'un Voigt qui ont mis en garde l'aile droite du SPD et les conservateurs de tout crin qui faisaient de la rupture des eurocommunistes avec Moscou ⁴¹ l'ultime gage d'indépendance.

Aspirations qui rejoignent, on le voit, celles du PCI, et expliquent notamment les ambiguïtés des relations SPD-PSI car l'antisoviétisme du parti socialiste italien n'est pas sans mettre dans l'embarras les sociaux-démocrates ouest-allemands soucieux de préserver la détente. Mais elles ne sont pas dénuées de contradictions. Car si Horst Ehmke entend encourager l'« eurocommunisation » des PC occidentaux sans précipiter un schisme au sein du mouvement communiste international, il dénonce par ailleurs les dangers d'une stratégie qui consisterait à vouloir influencer l'évolution des PC à l'Ouest et à l'Est ⁴² ; Egon Bahr, l'artisan de la politique à l'Est qui, dans les années soixante, entendait promouvoir le « changement par le rapprochement », épouse ces craintes et se prononce maintenant en faveur d'un « rapprochement sans

40. Le SPD observe avec intérêt l'évolution du PC espagnol, avec lequel il a des contacts officiels. Il a refusé tout contact officiel, notamment l'invitation d'assister au IX^e Congrès du PCE.

41. Cf. H. EHMKE, « Kommunisten im ideologischen Westwind. Die Position des demokratischen Sozialismus zum Phänomen Eurokommunismus », *Vorwärts*, 19 janvier 1978, p. 9.

42. Günter PETZOLD, « Der 'Eurokommunismus' - eine gefährliche Zeitbombe ? Ehmke sieht eine Bedrohung für die Entspannungspolitik », *Stuttgarter Zeitung*, 9 septembre 1977.

changement », justifiant une certaine inflexibilité du SPD vis-à-vis des eurocommunistes ⁴³.

Aspirations floues, contradictoires qui sont, en tout cas, exprimées par peu d'hommes au SPD, à la direction du parti du moins ⁴⁴. La prudence est de mise : on a assimilé l'amère leçon de l'intervention en Tchécoslovaquie. Cela ne signifie pas que toute aspiration à modifier le *statu quo* soit morte en RFA et ceux qui souhaitent la réunification du mouvement ouvrier international expriment peut-être tout haut ce que la majorité tait par crainte des ébranlements et des répressions en Europe orientale. Peut-être, rien n'est moins sûr, mais les précautions d'un Ehmke ou d'un Voigt révèlent que la modification du *statu quo* est loin d'être à l'ordre du jour.

* * *

Somme toute, le souci de réunifier le mouvement ouvrier international et les deux Europes n'a pas été l'un des éléments essentiels qui déterminèrent la stratégie du SPD ; le désir, exprimé notamment par Brandt ou par Ehmke de ne pas isoler celles des forces démocratiques qui, au sein des PC, recherchent une voie euro-communiste, pèse peut-être plus mais on croit y lire en filigrane la crainte d'un isolement du SPD : la considération première des dirigeants sociaux-démocrates aurait été, dans cette optique, de ne pas isoler les PC occidentaux pour ne pas s'isoler eux-mêmes, – des partis socialistes, liés aux partis communistes, du mouvement socialiste européen, d'éventuels gouvernements à majorité socialo-communiste, voire d'opinions publiques étrangères... Considération première qui prima finalement la perspective de crises économiques et politiques européennes que la venue de communistes au pouvoir aurait engendrées.

Les enjeux étaient contradictoires, voire conflictuels, toute stratégie, quelle qu'elle fût, privilégiait un objectif sans les servir tous et le SPD ne pouvait jouer ce rôle de médiateur, de pont (*Brücke*) auquel il aspire. Sa politique en fut, pour ces raisons – mais aussi du fait en RFA d'oppositions de droite et de gauche agissant en sens opposés – pusillanime puisqu'on établit des contacts informels sans toutefois s'engager trop loin. La stratégie ainsi définie présentait néanmoins des avantages en ce qu'elle instaurait une sorte de division du travail entre un gouvernement parfois brutal, le plus souvent attentiste, et un parti qui nouait des réseaux d'informations et de contacts officiels avec certains PC tout en cimentant la cohésion des partis socialistes européens : le renforcement institutionnel de l'Internationale socialiste à sa réunion de Genève, en novembre 1976, dont Willy Brandt prit alors la présidence, fut une réponse au défi eurocommuniste. Les électeurs en France, en Italie... firent le reste.

43. Cf. l'interview d'Egon BAHR au *Rheinpfalz*, 9 avril 1977, « Zusammenarbeit mit Kommunisten gefährdet die Entspannung – Friede wichtiger als ideologischer Streit. Absage auch an Eurokommunisten. Interview mit SPD – Bundeschäfts Führer Egon Bahr », Peter Gartz.

44. Cf. les écrits de Lucio LOMBARDO-RADICE, *Un Socialismo da inventare : Riflessioni sulla via democratica alla trasformazione della società*, Roma, Editori riuniti, 1979, p. 176 : « L'ennemi le plus puissant et le plus déterminé du dépassement de la division entre partis communistes et sociaux-démocrates est à l'intérieur de la direction du SPD ».